



ARRÊTÉ DU MAIRE AT 263/25

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC D'UN ÉCHAFAUDAGE POUR RÉFECTION DE TOITURE PLACE DU CHATEAU AUX AVALATS

Le Maire de la Commune de SAINT-JUÉRY, Conseiller départemental,

VU les articles L 2212.2 et L 2213.2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Pénal et notamment l'article R 610-5 et suivants,

VU le Code de la Route et notamment les articles R 417-10 et suivants.

CONSIDÉRANT la demande de la société Colomb Toiture pour installer un échafaudage et un camion-grue afin d'effectuer des travaux au 4 place du Château à Saint-Juéry du vendredi 26 septembre au vendredi 31 octobre 2025.

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement et d'assurer la sécurité lors de ces travaux.

- ARRÊTE -

Article 1 : La société COLOMB Toiture est autorisée à installer un échafaudage et un camion-grue sur le domaine public devant le 4 place du Château afin de réaliser les travaux énoncés dans sa demande **du vendredi 26 septembre au vendredi 31 octobre 2025.**

Article 2 : La circulation place du château ne sera pas perturbée.

Article 3 : Le stationnement sera interdit devant le 4 place du Château. Ces places de stationnement seront réservées aux véhicules de chantier.

Le présent arrêté sera affiché sur la signalisation de manière parfaitement visible.

Article 4 : L'espace occupé devra être restitué dans l'état de propreté dans lequel il a été trouvé.

Article 5 : Sécurité et signalisation de chantier

Le demandeur devra signaler le chantier conformément aux dispositions suivantes :

- Il aura la charge de la signalisation réglementaire du chantier, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du chantier telle qu'elle résulte notamment de l'Instruction Interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée sur la signalisation routière, livre 1 – 8^{ème} partie.

Article 6 : Responsabilité :

Son titulaire est responsable des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Tout véhicule en stationnement gênant sera susceptible d'être placé en fourrière selon un ordre de réquisition de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le cadre de ses pouvoirs de Police.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le délai de deux mois à compter de sa publication et à défaut devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 9 : La Directrice Générale des Services, la Police Municipale de Saint-Juéry, le Commissaire divisionnaire, le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT-JUÉRY, le 22 septembre 2025
Le Maire,
David DONNEZ

Publié le :



Pour le Maire
L'Adjoint délégué,